

Cursus and Co.

Certaines critiques pouvant nous être faite sur le sujet de la lutte pour la reconnaissance et la manière dont nous abordons la fortune « critique », nous tenons à diffuser ouvertement (et modestement) des données essentielles pour bien saisir le dessous des cartes et la *donne* réelle sur notre génération d'artistes, et plus précisément de peintres, car comme nous avait dit une enseignante des BA de Marseille à l'époque de notre formation initiale: « il ne faut pas laisser dire n'importe quoi sur soi ! », mais que faire ?

Cette clarification aura le mérite de nommer simplement les choses. Alors, que faire face à la domination pseudo-critique et pour éviter de voir « repeinte » la vérité ?

Disons le immédiatement et nettement, le climat français au tournant du millénaire a été si profondément anti-pictural que la notion de carrière « à l'ancienne » pour le peintre ne fut plus, (et ne l'est toujours pas), pour nous, opérante. Notre génération n'est pas celle des Traquandi, Charvolen...

Pour nous, l'ingérence critique a été telle, qu'en y allant au culot, ce que l'on appelle « redéfinir le périmètre de la propriété intellectuelle », elle a rendu impossible une promotion normale des *meilleurs*, cela me semble une donnée facilement vérifiable. Notre génération est celle du pillage sans retour des talents par l'institution, et ne l'oublions pas, il s'agit pour elle de faire de l'œuvre d'art une ambition collective¹, *apparemment*.

On ne peut rien faire face à l'affairisme des lobbys directement financé par l'argent public s'il vous prend en « grippe », il faut l'admettre. La seule chose à faire c'est de soigner ses œuvres, *de son côté* et dans la mesure du possible (et de bien le faire...). Nous sommes attristé de devoir le reconnaître mais *je suis*, nous sommes, « dominés » depuis l'école dans le sens où nous n'avons plus accès à une scolarité *pour nous mêmes*. Nous n'avons en fait jamais connaissance de la situation réelle avec le secret des délibérations des jurys, et on ne peut se défendre alors de la moindre élucubration. Il faut faire donc avec...

Dans cette dépossession, notre scolarité devient discrètement l'enjeu d'intérêt pour autrui. C'est le cadre réel *vrai*, le cadre d'une lutte pour la domination intellectuelle, le pouvoir et ses bénéfices, le reste est enfantillage.

Que l'on ne vienne pas nous dire qu'il en a été toujours ainsi..., faire « chier » les artistes de cette manière, c'est très nouveaux et ça coute cher. Cet arbitraire est un phénomène proprement français car il faut pouvoir ainsi ségréger sur un long terme et seul l'argent public peut le faire. Ce n'est pas simplement de l'indifférence pour la chose plastique (qui aurait été très préférable), mais de l'intoxication délibérée qui est en fait une émission idéologique. Un vrai décryptage est encore à faire en profondeur pour révéler son action.

A cela c'est ajouté les problèmes locaux du milieu marseillais et provençal dont nous sommes issu et où rien de très clair ne peut encore se faire. L'absence de responsabilité professionnelle protège des acteurs qui ne devraient plus être là depuis longtemps... Pour exemple, à notre retour de service militaire, les relevés de notes de notre année propédeutique avaient disparu de l'école d'art (de Marseille), une bande d'enseignants véreux avaient fait disparaître les bulletins pour « planter » le nouveaux directeur (Michel Enrici). Nous avons donc fourni une copie reçue pendant

¹. C'est la politique culturelle classique.

l'incorporation à l'administration de l'école en 4ème année du cursus...

A cette rentrée, François Bazzoli nous interpella publiquement pour nous dire qu'il s'était retiré du « jugement » et qu'il avait fait une « erreur », et de fait, ce ne fut que grâce à un changement, au pied levé, de président de jury du DNAP (Conésa) en 3ème année que nous avons passé le diplôme, par pur hasard (ce dernier ne goûtant guère les arrangements douteux). Par la suite, l'absence de mise à pied réelle des quelques responsables créa une situation franchement ingérable où la question essentielle fut la protection des carrières, celles des enseignants bien sûr..., c'est dire l'ambiance. L'absence de responsabilité professionnelle et d'une vraie culture de la sanction permettent d'ailleurs de nuire durablement, pour faire jusqu'à 20 ans plus tard, pression sur votre directeur de thèse...

Il faut régler cette question des réseaux de ce type au sein des grandes écoles d'art car, à défaut, on financera avec l'argent public, l'élimination des élites créatrices, à coup sur, et le système se retournera contre la création. Ce mouvement est d'ailleurs déjà largement entamé.

Il ne faut pas être trop accablant mais nous avons constaté à l'époque que la légèreté du directeur à notre endroit faisait partie de sa nomination, car nous rappellerons que c'est une direction élue, et ce dernier nous avait fait dire simplement que certains enseignants avaient « des problèmes familiaux », que dire ? Le décalage fait l'affaire était close.

Cette direction n'est même pas passée dans les ateliers après des problèmes pareils, et comme pour gagner un minimum de confiance ou amorcer un dialogue (mais en revanche, elle a simulé parfaitement le fait d'avoir des *valeurs* à posteriori, c'est-à-dire *hors jugement de valeur...*, comme si nous avions pu faire confiance à des hiérarchies couvrant de telles méthodes). Nous avons même eu droit à un Daniel Doebbels comme président de jury au DNSEP, et il nous semble inutile de commenter plus avant dans le contexte *me too...*

Dans ces histoires où sa propre scolarité sert des intérêts tiers, un bon moyen de *vitrifier* la génération, c'est de faire un contre-feu (en gros, faire acheter par le FNAC les plasticiens de la promotion DNSEP de l'artiste visé). Dans notre cas, le « meilleur » était dans les collections publiques à moins de 30 ans et pour rire un peu, comparons les travaux ...

Bon, nous n'avons pas laissé faire, nous avons à l'époque écrit au ministère (culture) pour renseigner les faits (la manipulation des dossiers n'était qu'un aspect)...peine perdue, des appuis sensibles y étaient présents et d'ailleurs, lancer l'alerte sur l'état de l'institution ne vous est jamais vraiment pardonné.

D'une manière générale, la scolarité d'une grande école est décisive pour l'amorce des carrières, nous avons donc assumé la situation par la suite, mais il faut bien comprendre que nous devons lutter face à des gens sans responsabilités professionnelles, nous le redisons, *c'est nodal*, et ils disposent des subventions d'état, ou mieux, ils réalisent les objectifs d'une idéologie discrètement ou indirectement.

En arrière-plan, la sensation que nous avons ressentie à l'époque, c'est d'avoir eu affaire à des réseaux communautaires et avec des responsables désirant nous faire *recupérer*, probablement par l'extrême droite..., nous manquons sur cette question de données précises. Nous n'aborderons même pas certains facteurs plus comiques et les promos canapés, ils se reconnaîtront, la *prima donna* en tête....

Il nous a fallu donc assumer dans les faits l'absence de collaboration avec la critique locale ou un suivi correct se *monnaye* et elle ne propose, c'est logique, rien de très

sérieux, et d'ailleurs, pour quoi faire ? Elle concentre le pouvoir et en tire profit.

Récupérer d'un tel système prend du temps et demeure épuisant.

Nous ne savons pas s'il est possible de le faire en fait..., ce sont déjà des années où il faut se méfier de l'art français, à juste titre, et surtout de son bras armé : le ministère de la culture. Nous assumons de le dire, si nous avons affaire en son sein à la pire pouillerie raciste d'Europe, on ne la verrait pas et les intérêts défendus sont suspects.

Une fois de plus, la sensation que nous éprouvons de tout cela, c'est d'avoir eu affaire à une vraie criminalité, construite et ciblée, mais de n'avoir aucun moyen de nous en défendre, c'est notre constat. Ce ne sont pas simplement que des mots, il faut comprendre ce que cela signifie. Nous ne sommes plus le sujet vrai de la spéculation, la reconnaissance s'autoalimente en quelque sorte... mais surtout, l'opacité des structures favorise *des graves phénomènes de corruption* et cette situation doit faire réfléchir tous ceux qui refusent de penser l'art comme un moyen de domination des innocents...

Traquandi nous avait dit à l'époque : « on ne sait jamais pourquoi le système t'aime », mais nous, nous savons pourquoi ! On a payé pour voir..., mais il faut, en dernier lieu, demeurer « magnanime », dixit la petite Caroline Maillat.

Voilà pour la critique de la critique, elle est suffisamment acerbe... mais notre propos est toujours vrai ici, jamais diffamant, et il demeure édifiant, nous supposons d'ailleurs c'est pratiques courantes.

Revenons à l'essentiel, de tout cela il appert *un paradigme de la reconnaissance nouveau* pour le plasticien authentique (le non-institutionnel) et où la « fortune critique » reste un souci réel mais *secondaire* car ingérable, c'est notre position. *L'activation profonde des œuvres se fera en temps utile, quand un dégagement générationnel sera possible.* Même la notion de monstration des œuvres se pose car elles « gênent » les différents acteurs.

En général, là où le pouvoir veut dominer l'image, il obtient un milieu culturel frelaté aussi pourri que celui de la fin du XIX siècle, mais en ayant appris des leçons de l'impressionnisme..., il est donc encore plus dangereux qu'auparavant.

Il reste les structures universitaires, ce sont elles qui peuvent sauver la situation et un nombre important de ces membres sont exceptionnels (s'ils résistent aux pressions affairistes...), ce qui, par ailleurs..., ne peut très bien aussi ne pas être le cas.

La vraie leçon à tirer de cette histoire, c'est qu'il faut surveiller de près la réputation de l'école d'art de son choix, en temps réel (nous parlons là des grandes écoles, Paris, Marseille, Lyon...), de très près, car une scolarité peut servir des intérêts qui ne sont pas ceux de l'élève. Ce sera d'ailleurs notre conseil à tous nos étudiants, le faux en double aveugle (entendre par la production de plusieurs jugements successifs visant à produire une fausse évaluation d'un travail) est un risque majeur... mais une pratique courante des cartels critiques qui sont les artistes de ce système. Il faut se renseigner vraiment sur les enseignants, la probité des acteurs et l'administration du lieu, puis ne pas hésiter à en changer à la moindre manipulation de sa scolarité, *immédiatement*. Il y va de vos carrières, et cette donnée demeure la seule essentielle.

Remarquons pour finir que les choses ont évolué récemment, il suffit de voir les histoires récentes au BA de Paris pour le comprendre. Les jeunes plasticiens ne supportent plus les enseignants déséquilibrés ou vicieux, les réseaux de corruptions, et ils ont tendance à faire le ménage : tant mieux ! Continuez ainsi !

N'oubliez jamais que c'est vous les fusibles !